

L'hon. M. PEARSON: Le budget de l'Information a été énormément réduit cette année, et nous nous sommes prononcés, je crois, en faveur de la réduction. En général, on semblait croire qu'il y avait beaucoup d'extravagance dans la propagande des Nations Unies, et qu'une proportion des dépenses,—telle fut du moins notre opinion, et celle d'autres délégations également,—était injustifiée.

M. MURRAY: Selon vous, n'est-il pas aussi avantageux d'acheter des presses que des mitrailleuses?

L'hon. M. PEARSON: Sans contredit, et je puis vous assurer que les Nations Unies consacrent beaucoup d'argent aux impressions.

M. LESAGE: Au Canada, on peut faire imprimer en quatre jours,—je songe aux contrats adjugés à des presses canadiennes.

M. MURRAY: Prenons le cas d'attaques lancées contre les Nations Unies par des gens qui devraient être nos amis, comme les éditeurs du *Chicago Tribune*. En Europe, c'est un véritable feu roulant de critiques que l'on dirige contre les Nations Unies: on essaye de déprécier l'œuvre de cet organisme, et d'en détruire l'utilité. Il n'y a qu'un moyen de déjouer ces attaques: la contre-attaque.

L'hon. M. PEARSON: Je doute qu'une contre-attaque donne beaucoup de résultats, dans le cas du *Chicago Tribune*.

M. MURRAY: J'estime qu'un journal comme le *Chicago Tribune* devrait témoigner plus d'égards au Canada et aux Nations Unies.

M. CÔTÉ: Le ministre nous a donné un excellent aperçu du Pacte de l'Atlantique. Aurait-il objection à commenter maintenant le témoignage qu'a rendu hier le général Bradley devant le Comité de Washington au sujet de l'agression de la Russie?

L'hon. M. PEARSON: Non. Je ne crois pas pouvoir faire de commentaire bien profitable à cet égard. De fait, je n'ai pas lu le témoignage recueilli hier.

M. CÔTÉ: Non. Il s'agissait simplement d'un bulletin de nouvelles que j'ai lu, pour ma part.

L'hon. M. PEARSON: Il faudrait que je le parcoure avant d'en parler. Toutefois, je crois pouvoir affirmer que le témoignage du général Bradley devant le Comité a été des plus impressionnants. Je n'en dirai pas davantage.

M. MACKENZIE: Monsieur le ministre, nul doute qu'il y a toujours eu un immense écart entre les vues des États-Unis et celles du Royaume-Uni quant à la reconnaissance du gouvernement de Peï-Ping; en outre, une déclaration a été citée, il y a quelques jours. Pouvez-vous alors nous dire quelle est actuellement sur cette question l'attitude du Canada?

L'hon. M. PEARSON: Voici. Nous maintenons qu'aucune reconnaissance du régime de Peï-Ping en Chine ne saurait être envisagée tant que la Chine, ou le gouvernement chinois, continuera de faire une guerre d'agression aux Nations Unies. En d'autres termes, nous ne pouvons admettre que le gouvernement chinois de Peï-Ping entre aux Nations Unies en cassant les vitres.

Naturellement, il ne s'agit pas en ce moment de savoir si nous aurions dû, oui ou non, reconnaître le gouvernement communiste de la Chine avant que celui-ci ouvrît le feu. La question d'une telle reconnaissance ne se pose même pas pour nous, tant que ce gouvernement est en guerre contre les Nations Unies.

Mais si le conflit de Corée cessait et qu'une entente honorable pût être négociée, alors le problème de la reconnaissance du gouvernement chinois appellerait une solution. Dans son discours de samedi soir dernier, M. Dean Rusk a créé à l'étranger quelque confusion et anxiété sous ce rapport. On a cru que la substance de ce discours trahissait un changement d'attitude de la part des États-Unis, et qu'une reconnaissance du gouvernement communiste